



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
27 novembre 2019
Français
Original : anglais

Première session ordinaire de 2020
3-6 février 2020, New York
Point 5 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays et questions connexes

**Descriptif de programme de pays pour l'État du Koweït
(2020-2024)**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Considérations générales	2
II. Priorités du programme et partenariats	6
III. Administration du programme et gestion des risques.....	9
IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme.....	10
Annexe	
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour l'État du Koweït (2020-2024)	12



I. Considérations générales

1. L'État du Koweït est un pays à revenu élevé dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'élève à 33 538 dollars en 2018¹. Le Koweït compte 4,13 millions d'habitants², dont environ 30 % sont des ressortissants koweïtiens et les autres des expatriés³. Les secteurs pétrolier et gazier représentent 90 % des recettes totales du pays et la moitié de son PIB. Avec la flambée des prix du pétrole, l'économie du Koweït a enregistré une forte croissance économique et le revenu par habitant s'est établi à 31 430 dollars en 2017⁴. Le Koweït a réussi à convertir la richesse de ses ressources naturelles en niveau de vie élevé pour sa population. Entre 1990 et 2017, son indice de développement humain a augmenté de 12,6 % pour atteindre 0,803, ce qui place le Koweït dans la catégorie des pays à très haut niveau de développement humain et le positionne à la 56^e place sur 189 pays et territoires⁵.

2. Les priorités de développement à long terme du pays sont définies dans la « Vision 2035 : New Kuwait » et le Plan national de développement du Koweït élaboré avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et fondé sur les objectifs de développement durable⁶. Le Plan national de développement du Koweït pour la période 2020-2025 vise à promouvoir la transformation du Koweït en centre financier régional à travers sept grands piliers : a) une administration publique efficace ; b) la diversification économique ; c) des infrastructures modernes ; d) un cadre de vie durable ; e) des soins de santé d'excellente qualité ; f) un capital humain créatif ; et g) un positionnement mondial amélioré.

3. Le Gouvernement est déterminé à atteindre les objectifs de développement durable grâce à la mise en œuvre du Plan national de développement du Koweït. L'examen national volontaire⁷ indique le pays a réalisé des progrès pour la plupart des objectifs, mais accuse un retard dans l'industrie et l'innovation (objectif 9), la consommation et la production responsables (objectif 12), le climat (objectif 13) et la vie aquatique (objectif 14). Le Koweït ne dispose de données complètes que pour l'objectif 1, ce qui affecte sa capacité à suivre ses progrès de manière exhaustive. Sous la direction générale du Gouvernement, représenté par le Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement, le PNUD a appuyé la création de l'Observatoire national du développement durable, pour suivre la réalisation des objectifs, et d'un comité directeur interministériel, dirigé par le Secrétariat général, pour guider la préparation de l'examen national volontaire.

4. La clef de la réalisation des objectifs du Plan national de développement du Koweït sera l'élaboration de politiques et le renforcement des institutions en charge de leur mise en œuvre tout en prenant des mesures pour créer l'environnement politique et réglementaire qui stimule les partenariats public-privé.

5. L'économie fondée sur les ressources naturelles du pays présente deux défis interdépendants : la nécessité de diversifier l'économie pour élargir la base de recettes

¹ Groupe de la Banque mondiale, *Trading Economics* (<https://tradingeconomics.com/kuwait/gdp-per-capita>).

² Ibid.

³ Autorité publique de l'information civile du Koweït (<http://stat.paci.gov.kw/englishreports/#DataTabPlace:PieChartNat>), juin 2018.

⁴ Groupe de la Banque mondiale, *Profil pays*, revenu national brut par habitant basé sur la parité de pouvoir d'achat (PPA), septembre 2017. Voir aussi <http://www.forbes.com/places/kuwait/>.

⁵ PNUD, *Indice et indicateurs de développement humain : mise à jour statistique de 2018*.

⁶ Gouvernement du Koweït, *Vision 2035*, octobre 2017.

⁷ Gouvernement du Koweït, *projet d'examen national volontaire sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030*.

et atténuer l'impact des chocs externes potentiels ; et la gestion des dépenses publiques à des niveaux viables. La chute des prix du pétrole en 2014 a entraîné un déficit budgétaire d'environ 15 % du PIB en 2015-2016, dont le financement représentera 116 milliards de dollars au cours des six prochaines années⁸. Le Koweït a été en mesure d'absorber ces chocs grâce à des émissions obligataires nationales et internationales et à des prélèvements sur son Fonds de réserve général⁹. Toutefois, l'économie pourrait être touchée, en période de chocs extérieurs, par des politiques qui garantissent pratiquement l'emploi dans le secteur public et fournissent de généreuses subventions et d'importants transferts en espèces aux citoyens. Ces avantages représentaient plus de 50 % du budget total en 2016-2017, exerçant une pression sur les ressources disponibles pour les services publics et les investissements liés au Plan national de développement du Koweït et aux objectifs du développement durable¹⁰. Plus de 70 % des Koweïtiens ont moins de 34 ans, ce qui, en l'absence de réforme, accroîtra les pressions budgétaires¹¹, et moins de 15 % des nationaux qui entreront sur le marché du travail au cours des cinq prochaines années devraient être absorbés par le secteur privé¹².

6. Bien que le taux de chômage global soit faible (2,1 % en 2018)¹³, d'importantes réformes du marché du travail seront nécessaires pour corriger les déséquilibres entre les secteurs public et privé. Environ 80 % des ressortissants koweïtiens sur le marché du travail sont employés par le secteur public. Les Koweïtiens ne représentent que 5 % de la population active du secteur privé, contre 95 % d'expatriés¹⁴. Les causes profondes de ce déséquilibre tiennent aux faits que le travail dans le secteur public est garanti pour les nationaux et mieux payé, que les travailleurs expatriés ont tendance à s'engager dans le travail manuel et le secteur des services et que les compétences des travailleurs sont souvent inadéquates aux besoins du secteur privé¹⁵.

7. L'emploi et la rémunération dans le secteur public ne sont pas toujours effectivement liés à la gestion de la performance. Le pays se situe au quarante-neuvième centile pour ce qui est de l'efficacité des pouvoirs publics¹⁶ et se classe au 41^e rang, sur 193 États Membres, de l'indice de développement de l'administration en ligne des Nations Unies¹⁷. Cette situation contribue à l'inefficacité et aux lacunes en matière de coordination, d'exécution et de réactivité des politiques gouvernementales. L'état actuel de la transparence, de la responsabilité et des mécanismes de contrôle suscite des inquiétudes quant à l'existence éventuelle de corruption au sein de l'administration et des sociétés publiques¹⁸. Selon l'Indice de perception de la corruption de Transparency International, le Koweït se classait

⁸ Fonds monétaire international, [consultation au titre de l'article IV](#).

⁹ Le Fonds de réserve général fait partie du fonds souverain du Koweït dont l'actif total est estimé à près de 600 milliards de dollars en 2016.

¹⁰ Tri-International Consulting Group (TICG), *Increasing Private Sector Employment of Nationals in the GCC* (« Accroître l'emploi privé des ressortissants dans le Conseil de coopération du Golfe »), 2017.

¹¹ Équipe de pays des Nations Unies au Koweït, Bilan commun de pays du Koweït, mai 2018.

¹² Fonds monétaire international, Rapport de pays n° 18/21, janvier 2018.

¹³ Groupe de la Banque mondiale : <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS>.

¹⁴ Tri-International Consulting Group (TICG), *Increasing Private Sector Employment of Nationals in the GCC*, 2017 (tableau page 3).

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Groupe de la Banque mondiale, Indicateurs de gouvernance mondiaux, 2018 (<https://info.worldbank.org/governance/wgi/Home/Reports>).

¹⁷ Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Étude des Nations Unies sur l'administration en ligne 2018.

¹⁸ Ibid. L'Assemblée nationale du Koweït jouit toutefois d'une relative indépendance et de pouvoirs de contrôle constitutionnel, bien que limités aux actions du Premier Ministre et des ministres.

78^e sur 180 pays en 2018, alors qu'il était 85^e en 2017¹⁹. Le Gouvernement a créé une autorité nationale de lutte contre la corruption et renforcé le cadre politique de lutte contre la corruption.

8. La condition de la femme met en évidence un décalage entre l'éducation et l'emploi, dans la mesure où les femmes sont nettement plus nombreuses que les hommes à achever leurs études secondaires et supérieures. Selon l'Indice mondial 2018 des disparités entre hommes et femmes du Forum économique mondial, le Koweït est classé 74^e sur 149 pays pour le niveau d'acquisition éducative des femmes et 127^e sur 149 pour la participation et les perspectives économiques des femmes²⁰. En 2005, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi sur le droit de vote des femmes et le pays a réalisé des progrès dans la réduction des disparités entre les sexes aux postes hautement qualifiés et spécialisés. Pourtant, le Koweït se classe au 146^e rang sur 149 pour l'autonomisation politique des femmes²¹, en grande partie à cause de leur sous-représentation aux postes de direction ; seuls 16 % des législateurs, des hauts fonctionnaires et des cadres sont des femmes²². Les traditions culturelles et les obstacles structurels continuent d'entraver des progrès plus rapides, tandis que les lois et politiques existantes n'ont pas été en mesure de répondre comme il se doit aux besoins des femmes victimes de violence²³.

9. L'urbanisation rapide et la production de déchets ont créé des défis supplémentaires qui sont aggravés par les changements climatiques. L'élévation de la température au-dessus de la moyenne mondiale s'est accompagnée d'une augmentation de la fréquence des tempêtes de poussière et d'une modification des régimes pluviométriques²⁴. Ces phénomènes exercent une pression à la hausse sur la consommation d'énergie, dont le taux par habitant est l'un des plus élevés du monde, bien que le Koweït soit bien placé dans le développement des énergies propres. L'augmentation de la demande industrielle d'eau pourrait poser des difficultés pour équilibrer l'offre et la demande, le taux de consommation d'eau par habitant étant l'un des plus élevés au monde²⁵. Pour remédier à ces problèmes, le PNUD a contribué à renforcer les capacités d'analyse et de prévision dans le domaine de l'énergie afin de produire le rapport *Kuwait Energy Outlook* (« Perspectives énergétiques du Koweït »), qui recense les principales données et les lacunes en matière de politiques. Le Koweït enregistre également l'un des taux de production de déchets par habitant les plus élevés au monde sans avoir mis en place d'approche intégrée de la gestion des déchets, ce qui laisse inexploitées les perspectives commerciales liées au recyclage. Dans le même temps, les tendances de l'urbanisation et la prééminence du secteur de l'extraction menacent les écosystèmes et la biodiversité uniques du pays²⁶.

10. L'Indice mondial de compétitivité du Forum économique mondial classe le Koweït 46^e sur 141 pays pour sa compétitivité globale à l'échelle mondiale et 108^e

¹⁹ Kuwait Times (<https://news.kuwaittimes.net/website/kuwait-improves-seven-ranks-in-corruption-index/>).

²⁰ Forum économique mondial, Rapport 2018 sur l'écart entre les sexes dans le monde (http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2018.pdf).

²¹ Ibid., p. 149.

²² Forum économique mondial, Rapport 2015 sur l'écart entre les sexes dans le monde

²³ PNUD Koweït. Descriptif de projet : appui à l'État du Koweït dans la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 5 sur l'égalité des sexes, 2017.

²⁴ Équipe de pays des Nations Unies au Koweït, 2018.

²⁵ La consommation d'énergie par habitant s'élève à 8,9 tonnes de pétrole (contre une moyenne de 4,1 tonnes au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques, selon le rapport *Kuwait Energy Outlook 2019* sur les perspectives énergétiques du Koweït), et la consommation d'eau par habitant s'établit à 478 litres/jour [source : GCC-Stat, *Water Statistics Report in GCC Countries* (« Rapport statistique sur l'eau dans les pays du Conseil de coopération du Golfe »)].

²⁶ PNUD Koweït, Rapport de mission d'appui technique : Énergie et environnement, mai 2019.

pour sa capacité d'innovation²⁷. Pour soutenir la diversification économique et énergétique et les réformes de l'administration publique, la fonction publique devra disposer des capacités nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre des politiques novatrices en partenariat avec le secteur privé et la société civile. Le Gouvernement a créé le Laboratoire d'évaluation des politiques du Koweït (unité d'innovation) au sein du Centre pour les politiques publiques du Koweït. Un appui continu au développement de ses capacités institutionnelles s'impose pour poursuivre l'analyse des politiques fondée sur des données factuelles et approfondir l'application des innovations en vue d'une mise en œuvre efficace des politiques.

11. En 2014, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a rendu hommage à l'action humanitaire de Son Altesse l'Émir du Koweït. Le Gouvernement a renforcé son rôle de chef de file dans la région et au-delà pour appuyer les efforts de prévention des crises, de consolidation de la paix et de stabilisation dans d'autres pays. Le Koweït a joué avec succès le rôle de médiateur au sein du Conseil de coopération du Golfe et a accueilli les efforts de médiation entre les parties au conflit au Yémen. Le Koweït a renforcé son rôle de premier plan dans la fourniture d'un appui humanitaire, notamment en accueillant des conférences internationales d'annonce de contributions pour la crise syrienne et pour l'Iraq. Le Koweït consacre 2 % de son PIB à l'aide publique au développement²⁸. Le Gouvernement étudie les moyens de tirer parti de cet héritage et d'élargir le rôle et la prééminence du pays en tant que donateur stratégique pour faire progresser le programme de développement durable à l'étranger.

12. Selon une évaluation indépendante du programme de pays précédent, le PNUD est devenu un partenaire clef dans la fourniture d'un appui transparent à la mise en œuvre de projets visant à répondre à une série de priorités de développement²⁹, notamment l'efficacité énergétique et l'environnement [avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)], la prévention des drogues et la lutte contre la corruption (avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime), l'autonomisation des jeunes (avec le PNUD) et la stratégie sur la circulation et son automatisation. Le PNUD a appuyé la stratégie numérique pour l'inclusion des personnes handicapées³⁰, qui nécessite un soutien à la mise en œuvre supplémentaire en partenariat avec le secteur privé. Le PNUD a appuyé la création du Centre pour les politiques publiques du Koweït en vue d'améliorer les processus d'élaboration des politiques fondés sur des données factuelles, poursuivi l'élaboration de moyens d'accroître la participation des femmes et préparé le terrain pour une future stratégie de lutte contre la violence à leur égard [avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)].

13. L'évaluation a mis en lumière trois recommandations clés : a) fournir un appui plus stratégique dans le contexte d'un pays à revenu élevé par le biais d'un plaidoyer politique accru et de l'application de l'innovation au service du développement ; b) recourir à un développement de portefeuille/projets plus souple et plus réactif à l'appui du Plan national de développement du Koweït ; et c) développer au maximum le rôle fédérateur du PNUD afin d'élargir les partenariats avec la société civile, les milieux universitaires et le secteur privé pour favoriser le dialogue sur le développement et la mise en œuvre de solutions.

²⁷ Forum économique mondial, Rapport 2019 sur la compétitivité mondiale.

²⁸ 135,2 milliards de dollars en 2014. Source : Bureau indépendant d'évaluation, PNUD, Évaluation indépendante du programme de pays - Koweït, août 2018.

²⁹ Ibid.

³⁰ PNUD, *Disability Inclusive Development in UNDP* (« Développement tenant compte de la question du handicap au PNUD »), 2018

II. Priorités du programme et partenariats

14. Le Gouvernement a fait preuve d'une forte appropriation nationale des programmes du PNUD. Lors des consultations sur le nouveau programme de pays, il a indiqué qu'il restait déterminé à travailler en étroite collaboration avec le PNUD et à tirer parti de la collaboration engagée dans le cadre du programme précédent pour atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En tant que pays à revenu élevé, le Koweït se tourne de plus en plus vers ses partenaires internationaux pour le conseil, le plaidoyer et les partenariats politiques de pointe. Le nouveau programme de pays s'inscrit dans cette démarche et mettra l'accent sur le renforcement des processus et du plaidoyer politiques, les capacités institutionnelles, l'innovation, le transfert de connaissances, l'engagement accru auprès de la société civile et du secteur privé et l'appui aux initiatives régionales et mondiales dans lesquelles le pays joue un rôle de chef de file. Le programme de pays est aligné sur le Plan national de développement du Koweït, qui est fondé sur les objectifs du développement durable, et adoptera une démarche programmatique intégrée pour améliorer l'interdépendance des interventions.

15. Ce programme de pays contribuera principalement aux trois réalisations énoncées dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2020-2025, à savoir la réalisation 1 (administration publique et économie), la réalisation 2 (cadre de vie) et la réalisation 3 (positionnement international). Le programme de pays contribuera également à la réalisation 2 (accélérer les transformations structurelles propices au développement) et utilisera les solutions distinctives 2, 4, 5 et 6 du Plan stratégique du PNUD pour la période 2018-2021³¹.

16. Il s'agira en particulier de renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire entre les entités du Koweït et d'autres pays de programme. La collaboration avec la société civile et le secteur privé mettra l'accent sur le renforcement de leur rôle en tant que partenaires dans la recherche de solutions de développement visant à atteindre les objectifs. L'intégration du principe « ne pas faire de laissés-pour-compte » dans les mécanismes nationaux d'élaboration des politiques sera au cœur de toutes les activités politiques du PNUD, qui appuiera la collecte de données ventilées et l'application d'innovations pour accélérer la réalisation des objectifs.

Soutenir une administration publique plus efficace

17. Ce domaine prioritaire vise à renforcer les capacités institutionnelles afin d'améliorer l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles dans l'ensemble des institutions gouvernementales en général (objectif 16), la réforme de l'administration publique et la lutte contre la corruption (objectif 16), l'autonomisation des femmes et des jeunes (objectifs 5 et 10), la situation des personnes handicapées (objectif 10) et la durabilité environnementale, urbaine et énergétique (objectifs 7, 11 et 13).

18. Le PNUD continuera de renforcer les capacités institutionnelles du Centre pour les politiques publiques du Koweït afin de produire des notes d'orientation fondées sur des données factuelles pour éclairer la mise en œuvre du Plan national de développement du Koweït, d'accroître la participation du public aux processus d'élaboration des politiques, d'améliorer la collaboration entre institutions gouvernementales pour éclairer les politiques intersectorielles, de négocier des partenariats avec des universités de renommée internationale pour garantir une

³¹ <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/six-signature-solutions.html>.

gestion du savoir de haute qualité et de renforcer le lien entre les conclusions des travaux de recherche et les objectifs et réformes du Plan national de développement du Koweït. Le Centre pour les politiques publiques du Koweït expérimentera des innovations sectorielles et systémiques afin de trouver des solutions sur mesure pour la transformation de son économie et de son administration publique. Il s'agira notamment de fournir un appui au renforcement des capacités institutionnelles et techniques de l'Observatoire national du développement durable pour pallier le manque de données (en coopération avec le Bureau central de la statistique, le cas échéant) sur le suivi des progrès réalisés dans le cadre du Plan national de développement du Koweït et des objectifs de développement durable, d'exploiter les mégadonnées et produire des rapports, d'élaborer des prototypes d'innovations politiques et de nouer des liens interinstitutionnels afin d'améliorer l'intégration intersectorielle et de mener une étude de faisabilité sur les applications pratiques de l'intelligence artificielle dans la recherche de solutions de développement. Ces travaux seront étayés par les travaux de recherche sur l'analyse comportementale entrepris par le Laboratoire d'évaluation des politiques du Koweït (l'unité dédiée à l'innovation du Centre pour les politiques publiques du Koweït) en coopération avec des experts régionaux en économie comportementale.

19. Pour aider le Gouvernement à mettre en œuvre le Plan national de développement du Koweït, le PNUD appuiera également les capacités institutionnelles de mise en œuvre des politiques et stratégies. Premièrement, le PNUD soutiendra la création d'un bureau d'appui technique au sein du Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement afin de fournir un appui à la gestion et à la mise en œuvre des projets et une formation au renforcement des capacités liées aux projets à l'intention des entités gouvernementales concernées. Deuxièmement, le PNUD contribuera à appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de stratégies nationales conformes au Plan national de développement du Koweït. Il s'agira notamment d'élaborer une stratégie nationale pour l'intégrité et la lutte contre la corruption, une stratégie nationale visant à accroître l'emploi des personnes handicapées avec le concours l'Autorité publique en charge des questions liées au handicap et une stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Pour promouvoir l'autonomisation des femmes, le PNUD collaborera avec le Women's Research and Study Centre (WRSC) afin d'accroître leur participation politique et leur autonomisation économique, de renforcer la capacité du Bureau central de la statistique, à sa demande, pour produire des données ventilées, et, en partenariat étroit avec ONU-Femmes, d'intensifier l'initiative de label égalité des sexes visant à ce que les entités des secteurs public et privé intègrent les considérations liées à l'égalité femmes-hommes dans leurs structures institutionnelles et structures d'entreprises.

20. En partenariat avec le Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement, l'appui du PNUD au renforcement des capacités institutionnelles visera à s'attaquer à certaines des causes sous-jacentes et profondes des difficultés rencontrées par l'administration publique. Il s'agira notamment de renforcer les systèmes de gestion de la performance afin de promouvoir un système davantage fondé sur le mérite, d'appuyer l'amélioration des processus de planification stratégique afin d'assurer une conception et un examen plus cohérents des projets du Plan national de développement du Koweït, d'apporter un appui à l'exécution des projets et d'améliorer la coordination pour atteindre les objectifs du Plan national de développement du Koweït et du Programme 2030.

21. En nouant des partenariats avec le Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement, le Centre pour les politiques publiques du Koweït, d'autres institutions nationales et le secteur privé, le PNUD fournira un appui consultatif intégré au rôle de coordination multisectorielle du Gouvernement. Le

PNUD appuiera le Centre pour les politiques publiques du Koweït, l'Observatoire national du développement durable et le Centre pour l'économie du savoir afin de contribuer à l'amélioration des capacités et processus nationaux d'élaboration des politiques en matière de données, d'analyse, d'intégration intersectorielle, de coordination et de mise en œuvre, en particulier pour atteindre les objectifs du Plan national de développement du Koweït et les objectifs de développement durable, avec le concours d'autres organismes des Nations Unies.

Soutenir le positionnement mondial du Koweït

22. Le PNUD contribuera à renforcer les politiques et capacités institutionnelles, tout en facilitant les partenariats nationaux et internationaux, afin que le Koweït puisse tirer parti de sa richesse nationale et de son engagement international en tant que chef de file de l'action humanitaire. Il aidera le Koweït à faire progresser le triple axe action humanitaire, développement et consolidation de la paix ainsi que l'appui à la stabilisation au-delà de ses frontières (objectif 17) avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les principales initiatives utilisant les réseaux mondiaux du PNUD, ancrés dans sa présence sur le terrain, seront au cœur des partenariats entre le PNUD et le Koweït pour obtenir des résultats durables sur le terrain. Premièrement, le PNUD travaillera en partenariat avec le Ministère des affaires étrangères, des organisations non gouvernementales koweïtiennes et des fondations s'employant à aider d'autres pays à partager les bonnes pratiques et les enseignements à retenir dans le domaine de la prévention des conflits, ce qui permettra aux organismes donateurs koweïtiens de prendre des décisions éclairées pour les reproduire, les amplifier et en améliorer l'impact. Cela s'accompagnera de la création d'un centre chargé de fournir des analyses liées à prévention et au règlement des conflits en temps réel et à la demande, en concertation avec le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix de l'ONU, à l'appui des efforts déployés par le Gouvernement pour promouvoir l'action humanitaire.

23. Deuxièmement, le PNUD appuiera la stratégie de communication du Gouvernement visant à informer le public sur sa vision du renforcement du rôle international du Koweït et l'impact de son aide aux autres pays. Cette initiative s'accompagnera d'un appui au renforcement des capacités de collecte de données pertinentes sur l'aide extérieure fournie par le Koweït en veillant à ce que ces données soient actualisées et mises à la disposition des parties prenantes concernées. Troisièmement, le PNUD contribuera à faire mieux reconnaître le Koweït en tant que pionnier des énergies renouvelables et du développement à faible émission de carbone dans le cadre de sa stratégie visant à porter la part des énergies renouvelables dans sa capacité totale de production d'énergie à 15 % d'ici à 2030 (objectif 7) en encourageant des partenariats public-privé novateurs visant à promouvoir l'efficacité énergétique. Le PNUD aidera le Koweït à faire valoir son expérience dans l'élaboration de solutions à faible émission de carbone en investissant dans des systèmes d'énergie renouvelable d'autres pays, notamment en coopération avec le Groupe de travail des fonds souverains One Planet, dont les membres³² augmentent leurs investissements dans les entreprises qui tiennent compte des risques climatiques dans leurs stratégies internes.

24. Le Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement et le PNUD continueront d'investir dans la prochaine génération de dirigeants koweïtiens au sein des organisations internationales en renforçant le projet d'administrateurs auxiliaires. Le bureau de pays continuera de collaborer avec le Centre de services aux administrateurs auxiliaires du PNUD, le Secrétariat de l'ONU

³² Abu Dhabi, Arabie saoudite, Norvège, Nouvelle-Zélande et Qatar.

et d'autres entités pour donner aux jeunes professionnels koweïtiens la possibilité de servir le système des Nations Unies.

Partenariats avec le secteur privé pour une énergie et un environnement durables

25. Le PNUD contribuera à renforcer les capacités nationales requises pour mettre en place l'infrastructure de données et les politiques à l'appui de l'énergie propre (objectifs 7 et 9). Pour jeter les bases d'une plus grande diversification de l'économie et de l'approvisionnement énergétique du Koweït et d'une stabilité à long terme, le PNUD, en coopération avec le Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement, le Conseil supérieur de l'environnement, l'Institut koweïtien pour la recherche scientifique et l'Observatoire national du développement durable, s'efforcera de combler les lacunes en matière de données énergétiques en s'appuyant sur le succès de l'initiative *Kuwait Energy Outlook* (« Perspectives énergétiques du Koweït »). Pour promouvoir les innovations nécessaires à la transition du Koweït vers une économie à plus faible émission de carbone, il soutiendra les initiatives visant à sensibiliser le public et réunir les acteurs publics et privés afin d'échanger et d'incuber des idées neuves et solutions novatrices d'investissement dans les énergies durables susceptibles d'être amplifiées. L'objectif est de minimiser les coûts de financement, de réduire la consommation d'énergie et de développer de nouvelles perspectives commerciales dans un secteur de l'énergie durable en expansion.

26. Le PNUD s'associera au secteur privé et aux ONG pour déployer des efforts de communication et de plaidoyer créatifs afin de sensibiliser le public à l'environnement et de promouvoir des mesures visant à atteindre les objectifs nationaux des objectifs de développement durable n^{os} 7, 11, 12, 13 et 14 alignés sur la stratégie de communication des Nations Unies. Il s'agit notamment de combler les lacunes politiques mises en lumière dans les documents de recherche du Centre pour les politiques publiques du Koweït, de recourir aux sciences comportementales pour sensibiliser le public et les entreprises au recyclage et à la protection de l'environnement et de rendre les villes koweïtiennes plus vertes. Le PNUD contribuera par exemple à l'élaboration d'une stratégie de recyclage suscitant l'intérêt des entreprises privées.

III. Administration du programme et gestion des risques

27. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. La manière dont les responsables doivent rendre compte, aux niveaux du pays, de la région et du siège, des activités qu'ils mènent dans le cadre du programme de pays est précisée dans les politiques et procédures relatives aux programmes et aux opérations du PNUD ainsi que dans le cadre régissant les contrôles internes. Le programme sera exécuté à l'échelle nationale. L'appui du PNUD à la modalité d'exécution nationale sera continu, constituant une valeur ajoutée de ce programme visant à alléger la charge opérationnelle pesant sur les homologues gouvernementaux. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds peut être utilisée si un projet prévoit un paiement anticipé à des entités nationales. Conformément à la décision 2013/9 du Conseil d'administration, les définitions et les classifications des coûts pour le programme et l'efficacité au regard du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

28. Le PNUD adoptera une approche par portefeuille pour gérer le programme de pays, ce qui réduira les délais de conception et d'approbation des interventions. Cela permettra de veiller, pour assurer la cohérence du programme, à ce que des liens à valeur ajoutée adéquats soient établis entre les domaines d'intervention. Le PNUD s'appuiera sur les récentes modifications apportées à ses directives politiques pour rationaliser les processus de recrutement et d'approvisionnement afin d'apporter un appui réactif et opportun au plaidoyer politique et aux initiatives d'innovation. Le fait que sa relation avec le Gouvernement koweïtien soit axée sur la demande, dans le contexte d'un pays contributeur net, signifie pour le PNUD qu'il conservera une souplesse de programmation et d'ordre opérationnel lui permettant de saisir toute nouvelle possibilité qui se présente.

29. Le succès du programme de pays passe par la gestion et l'atténuation plusieurs risques potentiels. Le premier est le risque d'une nouvelle baisse des prix du pétrole, qui pourrait mettre en difficulté la mise en œuvre du Plan national de développement du Koweït. Cette baisse des prix pourrait également retarder les progrès réalisés dans la prise en compte de la participation des femmes au marché du travail en raison d'une diminution de la volonté politique de réforme. Le deuxième risque potentiel est l'insuffisance de la sensibilisation du grand public aux questions liées à l'environnement et à l'énergie. Le PNUD utilisera l'analyse comportementale pour concevoir des activités de sensibilisation du public sur mesure tout en faisant valoir, en s'appuyant sur des données, que l'énergie durable a du sens, économiquement parlant. Il renforcera également les capacités du Gouvernement en matière de planification préalable grâce à la modélisation macroéconomique établie par le Centre pour les politiques publiques du Koweït.

30. L'éventuelle indisponibilité des compétences techniques et spécialisées nécessaires pour faire en sorte que ses services consultatifs répondent aux besoins du Koweït, en tant que pays à revenu élevé, pourrait constituer un risque interne pour le PNUD. Ce risque sera atténué par une participation accrue des experts issus de ses réseaux régionaux et mondiaux (en particulier en ce qui concerne l'autonomisation économique des femmes) à la conception des interventions et aux activités de sensibilisation. Le renforcement et l'autonomisation des capacités du personnel local contribueraient aussi à l'évolution vers un appui plus équilibré dans la planification et la mise en œuvre des projets, ainsi qu'à la fourniture en temps voulu des gammes de services liés au plaidoyer politique et à l'innovation. La création d'un bureau d'appui technique au sein du Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement permettra d'assurer l'exécution en temps voulu des projets relevant du Plan national de développement du Koweït, avec pour principe fondamental le développement des capacités.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

31. Le suivi du programme de pays et l'établissement des rapports s'effectueront de manière plus intégrée dans le contexte plus large de l'appui apporté par les Nations Unies au Koweït. Le PNUD veillera à ce que les cadres de suivi et d'évaluation soient harmonisés avec les priorités du programme, notamment le renforcement des capacités des partenaires d'exécution en matière de collecte et d'utilisation de données. Il élaborera des cadres de résultats alignés sur le Plan national de développement du Koweït et son propre Plan stratégique.

32. Les groupes de résultats liés aux réalisations énoncées dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable seront utilisés pour suivre les progrès accomplis dans le cadre du programme de pays. Ces groupes de résultats seront utilisés pour élaborer les plans de travail pluriannuels liés à chaque

réalisation en consultation avec le Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement et inciteront les partenaires à recenser les principaux freins à la mise en œuvre et nouvelles perspectives, à procéder à l'évaluation des capacités d'obtention des résultats et à suivre les produits et leurs contributions aux réalisations du programme de pays, du Plan-cadre de coopération et du Plan national de développement du Koweït.

33. Le PNUD collaborera avec le Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement, l'Observatoire national du développement durable, le Bureau central de la statistique et le Centre pour les politiques publiques du Koweït pour renforcer les capacités de collecte, de diffusion et d'utilisation des données et statistiques. Pour le suivi des effets sur les groupes cibles, l'accent sera mis sur la ventilation des données, en donnant la priorité aux jeunes, aux femmes et aux personnes handicapées. Le bureau de pays veillera à l'utilisation systématique du marqueur genre du PNUD pour contrôler les dépenses et améliorer la planification et la prise de décisions fondées sur le genre. Les normes sociales et environnementales du PNUD seront rigoureusement appliquées pour s'assurer que le développement reste inclusif, fondé sur les droits de l'homme et écologiquement durable.

34. Afin de faciliter la conception du programme fondée sur des données factuelles et d'appuyer l'engagement pris à l'échelle du système des Nations Unies d'élargir le débat sur le programme de développement national et les objectifs de développement durable, un programme de recherche pluriannuel donnera lieu à la publication de notes d'orientation, de documents d'analyse et de rapports périodiques, notamment le rapport *Kuwait Energy Outlook* (« Perspectives énergétiques du Koweït ») et les rapports nationaux sur les objectifs de développement durable et sur le développement humain, sur des thèmes liés à la transformation économique et la transformation de l'administration publique.

35. Afin d'accroître la transparence, la visibilité et l'impact de ses partenariats avec l'État du Koweït, le PNUD redoublera d'efforts pour communiquer ses réalisations et ses résultats au grand public, au Koweït et ailleurs, par le biais des médias traditionnels et non traditionnels, en recourant à des récits tirés de la vie réelle et à des formats et des outils des médias sociaux novateurs et conviviaux qui permettent d'atteindre un public diversifié.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour l'État du Koweït (2020-2024)

Objectif du Plan national de développement du Koweït :

Administration publique efficace : Réformer les pratiques administratives et bureaucratiques pour renforcer la transparence, le principe de responsabilité et l'efficacité au sein du Gouvernement.

Économie durable et diversifiée : Développer une économie prospère et diversifiée afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des recettes d'exportation du pétrole.

Réalisation énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable faisant intervenir le PNUD n° 1 : D'ici à 2023, un environnement politique et réglementaire ouvrant la voie à une diversification économique portée par le secteur privé, transparent et promouvant l'équité et l'innovation technologique, a été instauré.

Réalisation correspondante du Plan stratégique : Accélérer les transformations structurelles propices au développement durable

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles³³</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (dollars des É.-U.)³⁴</i>
<p>Indicateur : Existence de règlements nouveaux ou révisés pour faciliter les principaux aspects de la réglementation commerciale et de son application (par ex., création d'une entreprise, permis de construire, accès au crédit)</p> <p><i>Niveau de référence :</i></p> <p><i>Niveau cible :</i></p> <p>Indicateur : Nombre de nouvelles microentreprises et petites et moyennes entreprises immatriculées (secteurs hors hydrocarbures)</p> <p><i>Niveau de référence :</i></p> <p><i>Niveau cible :</i></p> <p>Indicateur : Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (en part du PIB et par habitant) (objectif de développement durable 9.2.1) – ou –</p>	<p>Forum économique mondial, Transparence de l'élaboration des politiques gouvernementales (chaque année)</p>	<p>Produit 1.1 : Les institutions publiques sont efficaces et capables d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et systèmes fondés sur des faits qui répondent aux besoins de la population</p> <p>Indicateur 1.1.1 : Nombre de documents d'orientation pour les débats publics et la mise en œuvre du Plan national de développement du Koweït.</p> <p>Niveau de référence : 10</p> <p>Niveau cible : 20</p> <p>Source : Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement</p> <p>Indicateur 1.1.2 : Nombre de composantes du Plan national de</p>	<p><u>Gouvernement</u> :</p> <p>» Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement, Autorité publique koweïtienne en charge des questions environnementales, Fondation koweïtienne pour la promotion de la science, Laboratoire d'évaluation des politiques du Koweït, Autorité publique koweïtienne en charge des affaires liées au handicap, Centre pour les politiques publiques du Koweït, Ministère des finances, Ministère du commerce et de l'industrie, Ministère du travail et du développement social.</p>	<p>Ordinaires : 0</p> <hr/> <p>Autres</p>

³³ Les niveaux de référence et les cibles seront inclus une fois que le Gouvernement koweïtien aura approuvé le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

³⁴ Les allocations budgétaires seront incluses une fois que le Gouvernement koweïtien aura approuvé le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles ³³	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (dollars des É.-U.) ³⁴
<p>Pourcentage dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie (secteurs ciblés) (objectif de développement durable 9.b.1)</p> <p><i>Niveau de référence :</i></p> <p><i>Niveau cible :</i></p>		<p>développement du Koweït qui font appel à l'analyse comportementale.</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 5</p> <p>Source : Centre pour les politiques publiques du Koweït</p>	<p>Société civile et ONG :</p> <p>» Institut koweïtien de recherche scientifique, organisations d'employeurs et de travailleurs du secteur privé, chambres de commerce, ONG</p>	
<p><i>Indicateur :</i> Entreprises comptant une participation féminine aux postes de direction (pourcentage des entreprises) (Groupe de la Banque mondiale)</p> <p><i>Niveau de référence :</i></p> <p><i>Niveau cible :</i></p>		<p>Indicateur 1.1.3 : Nombre d'employés à temps plein du Centre pour les politiques publiques du Koweït</p> <p>Niveau de référence : 2 Non</p> <p>Niveau cible : 5</p> <p>Source : PNUD</p>	<p>FAO, OIT, OIM ONU-Habitat, ONUDC, Groupe de la Banque mondiale</p>	
<p><i>Indicateur :</i> 16.7.2 Part de la population estimant que la prise de décisions est ouverte et réactive, par sexe, âge, situation au regard du handicap et groupe de la population</p> <p><i>Niveau de référence :</i></p> <p><i>Niveau cible :</i></p>	<p>Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement (chaque année)</p>	<p>Produit 1.2 : Des systèmes efficaces de suivi du Plan national de développement du Koweït et d'établissement de rapports ont été mis en place.</p> <p>Indicateur 1.2.1 : Utilisation des mégadonnées pour assurer le suivi du Plan national de développement du Koweït</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 2</p> <p>Source : Centre pour les politiques publiques du Koweït</p>		
		<p>Indicateur 1.2.2 : Système d'établissement de rapports du Plan national de développement du Koweït mis en place et amélioré</p> <p>Niveau de référence : Non</p> <p>Niveau cible : Oui</p> <p>Source : Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement</p>		

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles ³³	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (dollars des É.-U.) ³⁴
		<p>Indicateur 1.2.3 : Stratégie de communication du Plan national de développement du Koweït conforme aux objectifs de développement durable mise en place et mise en œuvre.</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 1 (en place), 2 (mises en œuvre)</p> <p>Source : Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement</p>		
		<p>Indicateur 1.2.4 : Nombre de politiques et stratégies du Plan national de développement du Koweït mises en œuvre avec l'appui du PNUD.</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 10</p> <p>Source : Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement et PNUD</p>		
		<p>Indicateur 1.2.5 : Nombre de rapports élaborés pour assurer le suivi des réalisations des objectifs de développement durable</p> <p>Niveau de référence : 2</p> <p>Niveau cible : 4</p> <p>Source : Observatoire national du développement durable</p>		
		<p>Produit 1.3 : Le Gouvernement, les organisations de la société civile et les entités du secteur privé ont amélioré leur capacité de favoriser le développement durable.</p>		

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles ³³	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (dollars des É.-U.) ³⁴
Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement (chaque semestre)		<p>Indicateur 1.3.1 : Nombre d'entités ayant fait l'objet d'une évaluation des performances et dont la structure de gouvernance institutionnelle a été améliorée</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 10</p> <p>Source : Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement</p>		
		<p>Indicateur 1.3.2 : Bureau d'appui technique fonctionnel du Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement en place.</p> <p>Niveau de référence : Non</p> <p>Niveau cible : Oui (2020)</p> <p>Source : Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement</p>		
		<p>Indicateur 1.3.3 : Nombre de personnes handicapées bénéficiant des partenariats entre le PNUD et le secteur privé</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 250</p> <p>Source :</p>		
		<p>Indicateur 1.3.4 : Nombre d'initiatives d'innovation visant à atteindre les objectifs du développement durable mises en œuvre conjointement avec le secteur privé et la Fondation koweïtienne pour la promotion de la science.</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 8</p>		

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles ³³	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (dollars des É.-U.) ³⁴
		Source : Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement		
		Produit 1.4 : Les capacités des institutions publiques ont été renforcées pour améliorer la gestion des aptitudes et la mesure des résultats.		
		<p>Indicateur 1.4.1 : Stratégie de gestion de la performance du Gouvernement en place Niveau de référence : Non Niveau cible : Oui Source : PNUD</p>		
		<p>Indicateur 1.4.2 : Stratégie nationale pour l'intégrité et la lutte contre la corruption mise en œuvre. Niveau de référence : Non Niveau cible : Oui Source : Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement</p>		
		<p>Indicateur 1.4.3 : Stratégie nationale de lutte contre la violence faite aux femmes élaborée. Niveau de référence : Non Niveau cible : Oui Source : Women's Research and Study Centre (WRSC)</p>		
		<p>Indicateur 1.4.4 : Nombre d'institutions privées qui adoptent la stratégie d'inclusion des personnes handicapées Niveau de référence : 1 Niveau cible : 10</p>		

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles³³

Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable

Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)

Principaux partenaires ou cadres de partenariat

Montant indicatif des ressources, par réalisation (dollars des É.-U.)³⁴

Source : Autorité publique koweïtienne en charge des affaires liées au handicap et PNUD

Produit 1.5 : La place des femmes a été renforcée.

Indicateur 1.5.1 : Pourcentage de femmes occupant des postes de direction dans les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire

Niveau de référence : 12 %

Niveau cible : 20 %

Source : Women's Research and Study Centre (WRSC)

Women's Research and Study Centre (WRSC) (chaque année)

Indicateur 1.5.2 : Pourcentage de femmes administratrices et administratrices adjointes dans le secteur privé

Niveau de référence : 15 %

Niveau cible : 20 %

Source : Women's Research and Study Centre (WRSC)

Centre pour les politiques publiques du Koweït (chaque année)

Produit 1.6 : Les politiques nationales sont élaborées et mises à l'essai avec l'appui d'une unité dédiée à l'innovation.

Indicateur 1.6.1 : Nombre de politiques qui sont conçues et mises en œuvre en appliquant l'analyse comportementale du Laboratoire d'évaluation des politiques du Koweït

Niveau de référence : 0

Niveau cible : 10

Source : Centre pour les politiques publiques du Koweït

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles³³

Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable

Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)

Principaux partenaires ou cadres de partenariat

Montant indicatif des ressources, par réalisation (dollars des É.-U.)³⁴

Objectif du Plan national de développement du Koweït : Positionnement mondial : Renforcer la présence régionale et mondiale du Koweït dans des domaines tels que la diplomatie, le commerce, la culture et la philanthropie.

Réalisation énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable faisant intervenir le PNUD n° 6 : D'ici 2023, l'État du Koweït est devenu un acteur majeur des organismes mondiaux et des efforts de coopération internationale.

Réalisation correspondante du Plan stratégique : Accélérer les transformations structurelles propices au développement durable

Indicateur : Aide publique au développement nette (en pourcentage du revenu national brut) (objectif de développement durable 17.2.1)

Niveau de référence :

Niveau cible :

Indicateur : Variation en pourcentage de l'investissement étranger direct pour les initiatives liées aux objectifs de développement durable dans les pays partenaires (objectif 17.3.1)

Niveau de référence :

Niveau cible :

Indicateur : Valeur en dollars de l'aide financière et technique promise aux pays en développement (notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire) (objectif de développement durable 17.9.1)

Niveau de référence :

Niveau cible :

Ministère des affaires étrangères, Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement, PNUD (chaque semestre)

Ministère des affaires étrangères, Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement, PNUD (chaque semestre)

Produit 2.1 : La communication sur l'aide au développement fournie par le Koweït à d'autres pays a été améliorée.

Indicateur 2.1.1 : Plateforme ou centre de connaissances mis en place et opérationnel pour aider les entités gouvernementales, les fondations et la société civile du Koweït à soutenir d'autres pays.

Niveau de référence : 0

Niveau cible : 1 (2020)

Source : Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement, Ministère des affaires étrangères et PNUD

Indicateur 2.1.2 : Nombre de rapports sur l'aide au développement fournie par le Koweït qui ont été élaborés

Niveau de référence : 0

Niveau cible : 3

Source : Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement, Ministère des affaires étrangères et PNUD

Produit 2.2 : Des initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ont été promues pour contribuer à

Gouvernement :

- » Ministère des affaires étrangères, Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement
- » Ministère de l'information et des médias koweïtiens
- » Autorité publique koweïtienne en charge des questions environnementales, Fondation koweïtienne pour la promotion de la science, Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes
- » Ministères d'exécution
- » Parlement
- » Entités d'investissement

Société civile et ONG :

- » Institut koweïtien de la recherche scientifique, universités, centres d'étude et d'analyse politiques

DPPA
HCR
PNUE
ONU-Habitat
DESA

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles³³

Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable

Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)

Principaux partenaires ou cadres de partenariat

Montant indicatif des ressources, par réalisation (dollars des É.-U.)³⁴

l'élaboration de solutions de développement.

Indicateur 2.2.1 : Nombre d'initiatives Sud-Sud mises en place entre le Koweït et les entités homologues pour appuyer le triple axe action humanitaire, développement et consolidation, la stabilisation et la prévention des conflits.

Niveau de référence : 0

Niveau cible : 5

Source : Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement, Ministère des affaires étrangères et PNUD

Indicateur 2.2.2 : Conférences régionales ou mondiales organisées par le Koweït, avec l'appui technique du PNUD

Niveau de référence : 0

Niveau cible : 3

Source : Secrétariat général du Conseil suprême de la planification et du développement, Ministère des affaires étrangères et PNUD

Indicateur 2.2.3 : Nombre de projets Sud-Sud liés aux énergies renouvelables mis en œuvre dans d'autres pays avec l'appui technique et/ou financier du Koweït

Niveau de référence : 0

Niveau cible : 3

Source : PNUD, Autorité publique koweïtienne en charge des questions environnementales,

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles ³³	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (dollars des É.-U.) ³⁴
		Centre pour les politiques publiques du Koweït, Institut koweïtien de la recherche scientifique		
		<p>Indicateur 2.2.4 : Nombre d'administrateurs auxiliaires déployés dans les organisations internationales</p> <p>Niveau de référence : 9 (2019)</p> <p>Cible : 11 par an</p> <p>Source : PNUD</p>		
Objectif du Plan national de développement du Koweït : <u>Cadre de vie durable</u> : Assurer la disponibilité de logements par le biais de ressources et tactiques respectueuses de l'environnement.				
Réalisation énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable faisant intervenir le PNUD : D'ici à 2023, la mise en œuvre, le suivi et l'application des politiques, lois et réglementations environnementales et urbaines ont été renforcés.				
Réalisation correspondante du Plan stratégique : Accélérer les transformations structurelles propices au développement durable				
<p><i>Indicateur</i> : Investissements (publics et privés) dans l'efficacité énergétique en pourcentage du PIB (objectif de développement durable 7.b.1)</p> <p><i>Niveau de référence</i> :</p> <p><i>Niveau cible</i> :</p>	<p>Autorité publique koweïtienne en charge des questions environnementales, Institut koweïtien de la recherche scientifique, Centre pour les politiques publiques du Koweït (chaque année)</p>	<p>Produit 3.1 : L'infrastructure de données sur l'énergie et l'environnement a été renforcée</p> <p>Indicateur 3.1.1 : Nombre de supports de connaissances sur le développement à faible émission de carbone et les énergies renouvelables qui ont été produits</p> <p>Niveau de référence : 1</p> <p>Niveau cible : 4</p> <p>Sources : Institut koweïtien de la recherche scientifique</p>	<p><u>Gouvernement</u> :</p> <p>Centre pour les politiques publiques du Koweït</p> <p>Institut koweïtien de la recherche scientifique</p> <p>Conseil supérieur de l'environnement</p> <p><u>Société civile et ONG</u> :</p> <p>en.v</p> <p>Kuwait Diving Team</p>	
<p><i>Indicateur</i> : Taux de recyclage national, tonnes de matériaux recyclés (objectif de développement durable 12.5.1)</p> <p><i>Niveau de référence</i> :</p> <p><i>Niveau cible</i> :</p>		<p>Indicateur 3.1.2 : Nombre de partenariats visant à assurer un suivi en temps réel des questions liées à l'énergie et à la protection de l'environnement</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 1</p>	<p>PNUÉ</p> <p>ONU-Habitat</p> <p>FAO</p>	
<p><i>Indicateur</i> : Pourcentage de superficie des terres désignées comme réserves naturelles ou zones protégées pour préserver la biodiversité (objectif de</p>				

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles ³³	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (dollars des É.-U.) ³⁴
<p>développement durable supplétif 15.1.2) <i>Niveau de référence</i> : 3 % <i>Niveau cible</i> : 20 %</p>		<p>Source : Autorité publique koweïtienne en charge des questions environnementales et Centre pour les politiques publiques du Koweït</p>		
<p><i>Indicateur</i> : Disponibilité de données sur la dépense publique consacrée à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité (objectif de développement durable supplétif 15.b.1) <i>Niveau de référence</i> : Non (2018) <i>Niveau cible</i> : Oui (2023)</p>		<p>Indicateur 3.1.3 : Nombre de plans et de projets de diversification énergétique et de gestion environnementale qui ont été élaborés Niveau de référence : 0 Niveau cible : 2</p>		
<p><i>Indicateur</i> : Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie (objectif de développement durable 7.2.1) <i>Niveau de référence</i> : <i>Niveau cible</i> :</p>		<p>Source : Autorité publique koweïtienne en charge des questions environnementales, Institut koweïtien de la recherche scientifique, Conseil supérieur de l'environnement</p>		
<p><i>Indicateur</i> : Intensité énergétique [rapport entre énergie primaire et produit intérieur brut (PIB)] (objectif de développement durable 7.3.1) <i>Niveau de référence</i> : <i>Niveau cible</i> :</p>	<p>Centre pour les politiques publiques du Koweït (chaque année)</p>	<p>Produit 3.2 : La politique du Plan national de développement du Koweït sur la sensibilisation aux éco-villes a été renforcée par le biais de bâtiments et infrastructures écologiques et d'un appui efficace aux technologies intelligentes.</p>		
		<p>Indicateur 3.2.1 : Pourcentage d'énergie renouvelable dans la demande totale d'électricité Niveau de référence : 0,4 % (2018) Niveau cible : 12 % (2023) Source : Rapport sur les perspectives énergétiques du Koweït</p>		
		<p>Indicateur 3.2.2 : Nombre d'initiatives ou campagnes de</p>		

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles ³³	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (dollars des É.-U.) ³⁴
		<p>plaidoyer menées pour promouvoir l'infrastructure durable et les technologies intelligentes par Plan national de développement</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 5</p> <p>Source : PNUD</p> <p>Indicateur 3.2.4 : Nombre d'études sur les innovations dans les technologies à faibles émissions</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 1</p> <p>Sources : Institut koweïtien de la recherche scientifique</p>		
	Autorité publique koweïtienne en charge des questions environnementales (chaque année), ONG	<p>Produit 3.3 : La politique du Plan national de développement du Koweït sur l'intégration de la gestion des déchets solides a été mise en œuvre.</p> <p>Indicateur 3.3.1 : Analyse de la chaîne de valeur des activités de recyclage en place</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 1</p> <p>Source : PNUD</p> <p>Indicateur 3.3.2 : Nombre de nouvelles entreprises spécialisées dans le recyclage créées avec l'aide du PNUD</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 4</p> <p>Source : Centre pour les politiques publiques du Koweït</p>		

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles ³³	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (dollars des É.-U.) ³⁴
		<p>Indicateur 3.3.3 : Existence d'une politique nationale de recyclage</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 1</p> <p>Source : Centre pour les politiques publiques du Koweït</p>		
	Autorité publique koweïtienne en charge des questions environnementales (chaque année) et secteur privé	<p>Produit 3.4 : Les institutions nationales et locales ont amélioré les politiques, les systèmes et les partenariats visant à protéger la biodiversité et le milieu marin</p>		
		<p>Indicateur 3.4.1 : Nombre d'initiatives menées conjointement avec les organisations de la société civile et le secteur privé avec l'aide du PNUD</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Niveau cible : 2</p> <p>Source : Centre pour les politiques publiques du Koweït et secteur privé</p>		